

Gerhard ULRICH, auteur du livre

Morges, le 20.10.16

«L'Etat de droit» démasqué

Avenue de Lonay 17

CH-1110 Morges – 0041 21 801 22 88

catharsisgu@gmail.com

www.worldcorruption.info/ulrich.htm

www.worldcorruption.info/evaluations.htm



Monsieur Yves **WEIDMANN**

Collaborateur personnel du

Président de la Confédération

Johann SCHNEIDER AMMANN

Palais fédéral

CH-3003 Berne

info@gs-wbf.admin.ch

cc:

A tous les Conseillers fédéraux et leurs conjoints, à l'exception de Mme

Katharina SCHNEIDER AMMANN; Walter TURNHERR, Chancelier fédéral

A qui de droit

NB: Pour neutraliser la censure, voir www.censure.info

Votre appel téléphonique du 18.10.16 à 09h15

Cher Monsieur WEIDMANN,

*Votre collègue **Stefan BRUPBACHER** m'a déjà téléphoné le 22.09.16 pour me prier de ne plus adresser des copies de mes messages à l'épouse de l'actuel Président de la Confédération. Vous avez réitéré cette demande.*

Cet entretien d'une demi-heure m'a donné l'opportunité de défendre les victimes judiciaires. Depuis l'an 2000, date du début de mon combat contre l'arbitraire judiciaire, j'estime de façon conservatrice que la Suisse a produit environ 100'000 victimes judiciaires. Je me suis entretenu avec à peu près 1000 d'entre elles. Cela représente donc juste la pointe de la pointe de l'Iceberg. Puisque je collectionne systématiquement toutes ces informations, je dispose aujourd'hui

*d'une base de données volumineuse. J'exploite cette source pour écrire **mes livres**.*

*Comme vous le savez, mes critiques contre nos magistrats m'ont valu 4 années de prison, ce qui m'a permis de parfaire mes connaissances de la tyrannie judiciaire. Mes alertes n'ayant provoqué aucune réaction des Conseillers et parlementaires fédéraux sollicités, j'ai été amené à amplifier ma communication. Pour cette raison, j'ai commencé à envoyer des copies de mes lettres ouvertes aux conjoints des Conseillers fédéraux dès ce printemps. J'ai aussi desservi à maintes reprises les boîtes aux lettres des quartiers résidentiels de tous les Conseillers fédéraux. Aujourd'hui, tous les Conseillers fédéraux me connaissent. J'en ai eu la preuve lors de ma participation à l'apéro offert pour eux le **31.08.16** à Glaris. J'ai tenté en vain de m'entretenir avec un membre du gouvernement. Mais ce sont de mauvais acteurs. Il n'y avait pas plus de 500 personnes sur cette place et il était impossible qu'ils ne me remarquent pas avec mon T-shirt jaune (ma Corporate Identity) et les noms de deux victimes judiciaires imprimés en noir: **Laurent SÉGALAT** et **François LÉGERET**! Le Conseiller fédéral **Didier BURKHALTER** a touché finalement ma main par inadvertance. Mais quand je me suis présenté, il s'est retourné et éloigné! Nos Conseillers fédéraux adoptent donc un comportement d'autruche, au lieu d'enfin accepter de dialoguer avec moi.*

*Par ma **lettre du 13.09.16**, j'ai mis la Conseillère fédérale Simonetta SOMMARUGA et, par copie, le Conseil fédéral au complet en demeure. Le délai annoncé est déjà échu. Je patiente encore une fois. J'espère tout de même que ma **4ème dénonciation** contre le juge fédéral corrompu et escroc **Roland Max SCHNEIDER** sera enfin instruite à Berne. Mon Ultimatum est toujours valable, seule l'échéance en est momentanément reportée.*

*Ceux qui détiennent le pouvoir dans ce pays peuvent toujours compter avec les exécuteurs de la censure comme le procureur fédéral **Yves NICOLET**, le procureur vaudois **Stéphane COLETTA** et le directeur général de la Radio/Télévision étatique, **Roger DE WECK**. Mais il est impossible de faire disparaître de ce monde **l'état de délabrement du Ministère public de la Confédération** !*

J'ai survécu à 16 ans d'insultes de d'abus de droit, sans atteinte à mon état de santé physique et mental. Il est établi que j'ai toujours agi dans la non-violence. Les baillis modernes ne réussiront jamais à me mettre à genoux !

Avec mes compliments

*Gerhard ULRICH,
ancien prisonnier politique suisse*

NB: Pour neutraliser la censure, voir www.censure.info